

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

LE 28 JUIN
JOURNÉE
D'ACTION
pour la Paix
en Algérie

PAGE 2

La Paix ?

ENFIN, on négocie, après avoir inutilement sacrifié pendant de longues années des vies humaines et des milliers de milliards.

Ne vous imaginez surtout pas que le problème est résolu. D'énormes difficultés subsistent. Les points de vue des interlocuteurs sont loin d'être identiques en ce qui concerne même l'ordre du jour. Les textes des déclarations diffèrent par ce qu'ils contiennent et, plus encore, par leurs silences.

Ils prêtent à des interprétations divergentes pour la plus grande joie des pêcheurs en eau trouble.

Les colonialistes, qui n'ont rien appris, ni rien oublié, encouragés par le recul total du pouvoir le 6 février 1956 et le 13 mai 1958, et par son recul partiel le 24 janvier 1960, ont déjà multiplié leurs efforts pour torpiller les chances de la paix. Ils sont décidés à exercer une pression vigoureuse sur le chef de l'Etat et espèrent une fois de plus trouver des complicités agissantes au sein des féodalités militaires, parmi les hauts fonctionnaires et — pourquoi ne pas le dire ? — à l'intérieur du gouvernement lui-même. L'Histoire comprendra difficilement qu'au lendemain de l'émeute du 24 janvier, M. Debré n'ait pas été chassé de l'Hôtel Matignon. Les intrigues qui se trament autour de lui ne sont ignorées que de ceux qui veulent fermer les yeux à l'évidence. On frémit à l'idée que le rédacteur du *Courrier de la Colère* et son entourage peuvent jouer un rôle dans des pourparlers de paix !

RIEN ne serait plus dangereux qu'un optimisme béat confondant l'ouverture des négociations avec leur succès. La conférence au sommet nous a prouvé qu'il ne suffisait pas de réunir quelques personnalités pour aboutir à d'heureux résultats.

Réjouissons-nous du moins que la démystification de nos concitoyens soit commencée. Dans ce journal même, sous la signature de Jean Rous, qui tenait ses informations de la source la plus directe, nous avons indiqué que Ferhat Abbas était prêt à venir à Paris pour y discuter avec le président de la République, en même temps que le « cessez-le-feu », les conditions dans lesquelles s'exercerait le droit reconnu au peuple algérien de fixer sa propre destinée.

Mais la presse gouvernementale, officieuse et autocensurée, c'est-à-dire la quasi-totalité de la presse française, s'était bien gardée de révéler que la paix était possible.

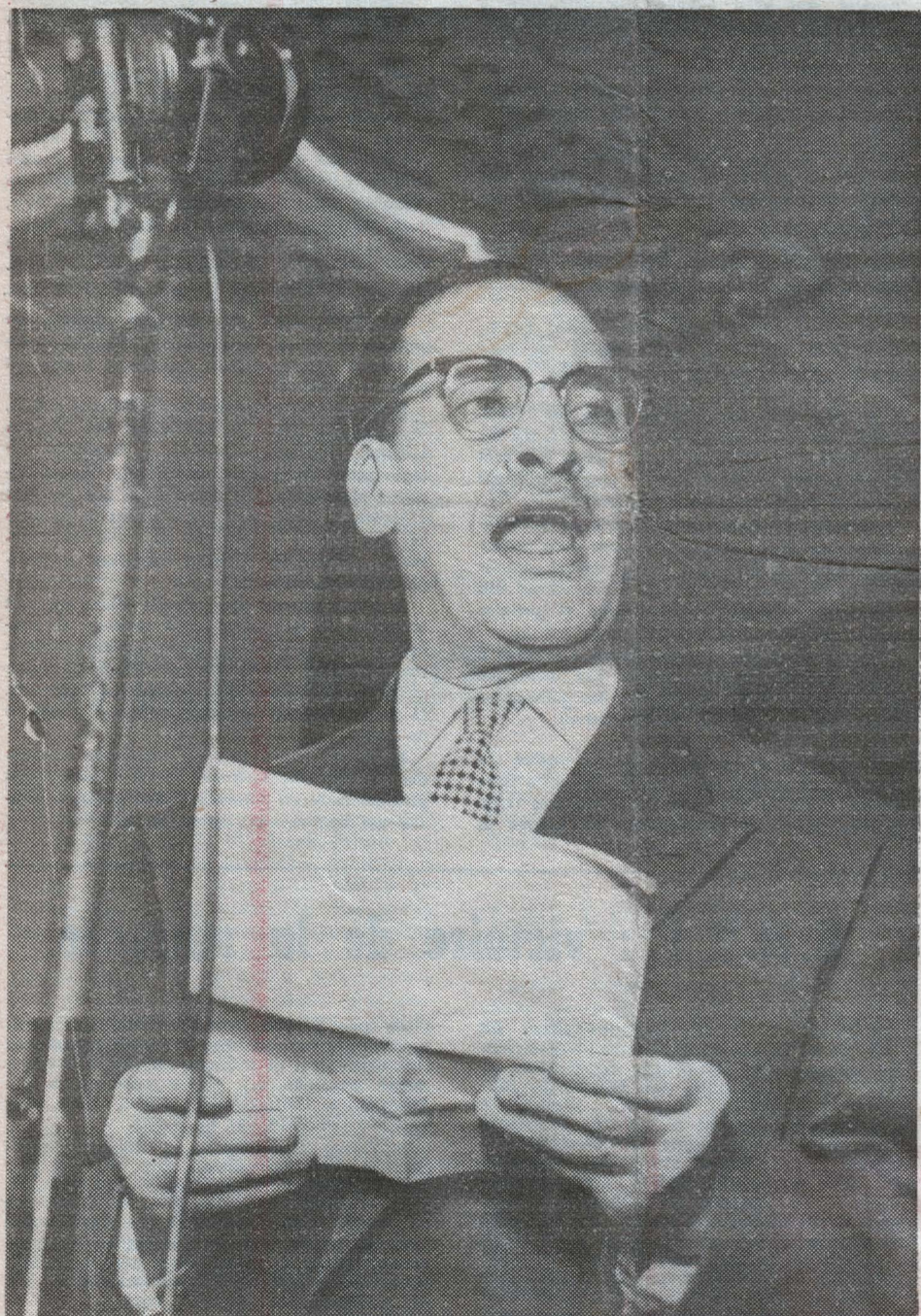
IL faut continuer d'éclairer une opinion hier abusée et qu'on tente aujourd'hui d'endormir, en lui laissant croire que la négociation étant amorcée, elle peut relâcher sa vigilance et se préparer à partir tranquillement en vacances.

Comme nous le leur avons demandé dans notre appel, les forces de la paix et de démocratie doivent au contraire se considérer comme mobilisées pour une période qui peut-être longue, exercer, comme le font nos adversaires, une pression constante sur le pouvoir, prévoir des ripostes rapides et décisives à toutes les menaces des factieux. On ne peut plus nier l'étendue des catastrophes engendrées par l'abdication républicaine du 13 mai 1958.

Nous ne devons pas, moins que jamais, nous en remettre à un seul homme du soin de régler notre sort. Totalement indépendants de tous les régimes, nous lançons un grand cri d'unité à ceux qui veulent non bêler ou implorer la paix, qui est l'affaire de tous, mais l'imposer face aux justiciables groupés derrière MM. Soustelle, Lacoste et toute la série des comploteurs de Vincennes et autres lieux. Les manifestations du 28 juin auront à cet égard une grande importance.

Nous ne sommes plus acculés à la défensive, le dos au mur. Le réveil républicain nous permet les plus belles espérances : animés de l'esprit d'offensive, nous voulons d'abord gagner la bataille de la paix.

Edouard DEPREUX



LE P.S.U. COMMUNIQUE :

« Le P.S.U., qui a toujours affirmé que l'ouverture des négociations était la condition d'un règlement du problème algérien, se réjouit que des pourparlers soient sur le point de s'engager entre le gouvernement français et le G.P.R.A.

« Il apparaît cependant que les divergences qui séparent encore les deux parties seront exploitées par tous les adversaires d'une solution négociée et d'une application loyale du principe d'autodétermination du peuple algérien.

« Pour que ces manœuvres soient déjouées, il faut que toutes les forces de paix se considèrent comme mobilisées dans les jours qui viennent et se préparent à jeter tout leur poids dans la balance.

« La préparation de la Journée Nationale du 28 juin doit être menée avec une vigueur et une combativité accrues. Il faut dès maintenant saisir toutes les occasions de manifester la volonté de paix.

« La situation impose plus que jamais l'élimination de tous les obstacles à l'union et à la cohésion de tous ceux qui sont résolus à obtenir la paix par la négociation. »

LA JOURNÉE DU 28 JUIN

LES jour qui viennent vont être décisifs. Un échec de la négociation aurait des conséquences incalculables : la guerre intensifiée pour longtemps, les chances du fascisme renforcées en France. Or, le clan ultra ne désarme pas, et, jusque dans les antichambres ministérielles jusque dans le gouvernement, multiplie les embûches. A Alger, pendant ce temps, dans l'Armée, parmi les Européens d'Algérie, on attend la réaction de l'opinion française, tandis que les activistes préparent leurs batteries. On voit dans ces conditions l'enjeu de luttés actuelles, de la journée du 28 juin et des jours qui vont suivre. Seule une très puissante manifestation de la volonté de l'opinion publique peut peser d'un poids suffisant pour faire réussir la négociation. Rien de plus dangereux aujourd'hui que l'attentisme, alors que les adversaires de la paix sont à l'œuvre pour empêcher que l'immense espoir qui est né lundi dans la profondeur des masses du peuple algérien et du peuple français ne devienne une réalité.

Le Comité de Coordination vient de réaffirmer son appel pour le 28 juin en soulignant combien cette journée tombait à point nommé. Déjà dans de très nombreux départements l'action est préparée en commun soit par des cartels syndicaux, soit par des comités de coordination départementaux, soit encore par des groupements et organisations unis autour de ce but commun. Nous donnons ci-dessous quelques exemples de ces actions.

L'exemple de la manifestation de rue de Grenoble, le 10 juin, sera très largement suivi. Les meetings, les délégations, doivent déboucher sur des manifestations puissantes qui, dans le calme, montrent quelle est la volonté réelle du peuple français.

Les efforts menés depuis des semaines pour l'intensification de la lutte contre la guerre ont permis d'obtenir de premiers succès. Il est possible, sur cette base, d'aller plus loin avec des manifestations publiques. Ainsi, les forces de paix montreront qu'elles sont capables d'esprit offensif, sans attendre, comme le 13 mai ou le 24 janvier, que le premier coup soit porté par les ultras.

Aujourd'hui, l'action menée en France contre la guerre d'Algérie est devenue un fait positif qui entre en ligne de compte dans la balance des forces, avec bien entendu, la lutte menée par le peuple algérien et la pression internationale. Il est très important pour l'avenir de nos deux peuples que ce fait soit sensible au peuple algérien et que Ferhat Abbas puisse lui dire aujourd'hui : « En France même, les forces démocratiques se renforcent chaque jour et réclament avec plus de dynamisme et de conviction le règlement négocié du problème algérien ». Voilà l'enjeu du 28 juin et des luttes que nous devons mener dans les jours qui viennent pour le succès des négociations.

Jean VERLHAC

UNE FORCE NOUVELLE

D'AUCUNS prétendent qu'avant de prononcer un discours, le 14 juin, le général De Gaulle a pris le soin d'interroger ses experts sur l'état de l'opinion publique. S'ils ont rempli leur tâche avec objectivité, ses informateurs ont dû lui apprendre que le peuple de France commençait de donner, par endroit, des signes indiscutables d'impatience dont la meilleure preuve était la multiplication dans le pays de cartels d'action créés à l'initiative des organisations syndicales ouvrières, étudiantes, enseignantes et parfois paysannes.

Si l'Élysée affecte de mépriser l'agitation des partis politiques, il paraît porter plus d'attention aux remous du mouvement syndical, dont les gens avertis disent qu'il est un baromètre sérieux. Or, depuis quelque temps, après avoir été variable, la tendance du baromètre est à l'orage. Les jeunes, les enseignants, les grandes fédérations ouvrières et certains secteurs de l'agriculture manifestent simultanément une hostilité croissante à la guerre d'Algérie, dénonçant ses conséquences humaines, économiques et sociales, alertant l'opinion sur les dangers que la poursuite du conflit fait peser sur les restes de démocratie et de liberté que les maîtres du régime n'ont pas encore osé faire disparaître.

En fait, depuis le 24 janvier, les Français ne vivent plus à l'heure d'Alger et la lutte pour la paix emprunte un nouveau visage. De la pétition de principe à l'action, de l'action à l'unité d'action la protestation grandit et menace directement la tranquillité dédaigneuse de nos gouvernants. Dans les hautes sphères, on enregistre avec irritation ce phénomène qui, venant à peine de s'amorcer, se développe rapidement à telle enseigne que la presse semi-officielle y fait écho.

Le mouvement qui gagne, de proche en proche, toutes les couches populaires de la nation, est un fait nouveau qu'il convient de ne pas classer parmi les rituels de gauche qui, jusqu'alors, ont donné au gouvernement la bonne conscience de la fausse démocratie. Il y a là, en germe, la remise en cause des institutions actuelles, voire des structures mêmes de la société capitaliste française.

L'expérience

du Puy-de-Dôme

L'expérience du Puy-de-Dôme est, à ce point de vue, significative. Il semble, en effet, qu'il ait été un des premiers départements où le comité intersyndical ait senti le besoin de ne pas se limiter au problème algérien et de prendre appui sur celui-ci pour entreprendre une révision globale du système.

Les cheminées d'usines sont plantées ici, au cœur d'une région à vocation agricole. Les bâtisses grises des manufactures de pneumatiques grignotent les terres cultivables et on travaille son champ « en bleu » marqué du timbre Michelin. L'interpénétration des deux mondes, ouvrier et paysan, est une caractéristique locale essentielle qu'il ne faut pas oublier si l'on veut saisir la signification de ce qui se dit et se fait au comité intersyndical.

Certes, écrire que celui-ci s'emploie, d'ores et déjà, à étudier les questions débordant le cadre d'une actualité immédiate et exigeante serait l'accuser d'irréalisme. Il faut d'abord en terminer avec la guerre. C'était bien là, en effet, le seul but que la première formule du cartel s'était proposé d'atteindre. Lorsque le 24 janvier le S.N.I., la C.F.T.C., la C.G.T., la F.E.N. et les étudiants de l'A.G. (F.O. se suffisant à elle-même), se sont réunis et ont fixé, ensemble, les modalités d'une action commune pour la défense des libertés et l'ouverture de négociations avec les combattants algériens, ils n'entrevoyaient pas d'élargir leur champ d'activité à d'autres problèmes dont les solutions paraissent devoir rester du domaine de chaque organisation, compte tenu de son orientation propre.

En adhérant au cartel, la Confédération générale de l'agriculture, tout en s'associant sans réserve à la lutte pour la Paix, tenait à faire savoir qu'elle n'entendait pas borner sa collaboration à l'affaire algérienne. Elle désirait voir se nouer dans l'action des liens nouveaux entre les différentes couches de la population laborieuse représentée au sein du comité. Elle souhaitait une meilleure compréhension mutuelle des préoccupations de chacun, et démontrait les similitudes d'intérêt des salariés de l'industrie et du commerce, des paysans, des enseignants et des étudiants. Elle espérait surtout la définition d'une plateforme commune qui entraînerait à l'usine, à l'université comme aux champs les mêmes hommes dans le même combat pour une amélioration du sort de tous.

Il serait injuste de croire que les autres organisations ont été prises au dépourvu. Ce que la CGA a proposé, d'autres en avaient, plus ou moins confusément, le sentiment. L'ordre d'urgence, mais aussi les barrières qui se dressaient entre les centrales n'avaient pas permis d'aborder le sujet.

Bien sûr, dans le passé, on s'était uni pour d'autres sujets que l'Algérie. C'est ainsi qu'on avait défendu, de concert, la sécurité sociale, qu'on avait revendiqué une augmentation générale des salaires, qu'on s'était insurgé contre les atteintes aux libertés... Mais cela de façon occasionnelle, sans lendemain. Après avoir sacrifié à l'unité d'action, on retournait satisfait à ses habitudes et à ses querelles. L'intervention des agriculteurs destina désormais le comité à autre chose qu'un simple organe de circonstances qui se réunit chaque fois qu'apparaissent à Alger de nouvelles menaces et qu'il est presque trop tard.

Le 23 juin un grand meeting public rassemble côte à côte les paysans et les travailleurs des autres syndicats. C'est la première fois dans les annales du Puy-de-Dôme que se produit une telle rencontre d'hommes qui jusqu'à ce jour se côtoyaient mais s'ignoraient. Le fait est assez important pour qu'il fasse réfléchir. Quant à nous, nous sommes convaincus qu'il exprime l'aspiration profonde des masses de notre région et, au-delà, de celles du pays tout entier. Tous les espoirs sont permis lorsque le front des travailleurs est sans faille.

Georges SERVENT.

Le Centre National de coordination pour la Paix en Algérie salue comme un grand espoir de paix l'annonce de la prise de contact entre le Gouvernement français et le G.P.R.A. Un pas en avant considérable est ainsi fait vers un règlement pacifique du problème algérien.

Les jours qui viennent ont une importance décisive pour la paix. Dès maintenant la vigilance s'impose car les forces qui s'acharnent depuis des années à faire obstacle à toute solution négociée multiplient les manœuvres, les intrigues et les pressions, avec certaines complicités de la part du pouvoir, comme en témoigne l'autorisation du Colloque ultra de Vincennes alors que le Congrès du 12 juin pour la Paix en Algérie avait été interdit.

C'est pourquoi le grand mouvement qui s'affirme à travers le pays en faveur de la paix immédiate, et qui a déjà contribué à ce premier pas en avant, doit s'intensifier encore. La Journée Nationale d'action du 28 juin doit permettre d'exprimer l'immense volonté de paix du peuple français.

Afin de faire échec aux manœuvres de tous les adversaires de la paix, afin d'imposer qu'une véritable négociation s'engage pour le cessez-le-feu et les garanties qui permettront au peuple algérien d'exercer librement le droit à l'autodétermination, le Centre de Coordination renouvelle son appel pour que le 28 juin s'exprime, sous les formes décidées lors des Assises Nationales du 12 juin, dans les villes, les villages, les entreprises, la volonté des Français d'en finir avec la guerre.

Pour le succès des négociations, tous à l'action dans l'union la plus large.

ACCORDS ET CARTELS

● **VIENNE.** A Poitiers s'est formé un centre départemental de coordination pour la paix en Algérie, qui avait envoyé une délégation à Paris pour le dimanche 12 juin et qui a protesté contre l'interdiction du Congrès, tout en décidant l'intensification de la lutte.

Un meeting aura lieu à Poitiers, à la maison du peuple, le 28 juin à 18 heures, auquel prendront la parole les représentants des divers mouvements, c'est-à-dire actuellement : le P.S.U., le P.C., la C.G.T., le S.G.E.N., la Ligue des Droits de l'Homme, l'Association Générale des Étudiants, le Mouvement de la Paix, l'U.E.C., l'U.F.F., l'Association Syndicale des Familles. Le centre départemental est en contact avec un certain nombre d'autres organisations qui envisagent de s'y joindre.

A la manufacture de Châtelleraut, C.G.T., C.F.T.C. et C.G.T.-F.O. ont constitué un front syndical pour le soutien de cette action.

● **MOSELLE.** Les représentants de l'U.D. C.G.T., de la F.E.N., (S.N.I., S.N.E.S., S.N.E.T.) du S.G.E.N. (C.F.T.C.) de l'U.N.E.F. se sont réunis à Metz et ont décidé de lancer cet appel commun aux travailleurs mosellans :

Le retour de la paix en Algérie ne peut résulter que d'une négociation avec ceux contre lesquels on se bat, tout accord devra garantir le libre choix par les Algériens eux-mêmes des structures politiques, économiques et sociales qu'ils entendent donner à leur pays.

Ils appellent tous les travailleurs mosellans à rester vigilants pour répondre aux directives qui pourront être données par les différentes organisations syndicales représentatives.

● **DROME.** A l'initiative de la section de Valence, un comité s'est constitué pour la lutte contre la guerre d'Algérie. Ce comité très large groupe toutes les organisations de gauche et

des personnalités de tous les horizons politiques, religieux et philosophiques. Plus de 1.000 signatures ont été recueillies en quelques jours. La section participera activement à la journée du 28 juin.

● **SAVOIE.** Chambéry : un comité départemental pour la paix en Algérie s'est constitué. Il groupe essentiellement les organisations suivantes : C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., P.C., P.S.U., A.F.O., A.R.A.C., Auberges de Jeunesse, Comité Audin, Comité Connaissance et Défense de l'Homme, Libre Pensée, Mouvement de la Paix, Amis de l'Express, Amis de Témoignage Chrétien, U.F.F. Par voie de tracts et d'affiches, il lance un appel à la population pour une manifestation de masse sur le boulevard le 28 juin.

● **LOIRE.** Après de multiples contacts, un large carrefour d'organisations syndicales et sociales s'est constitué pour la Paix en Algérie et pour la démocratie.

Il comprend notamment la C.F.T.C., la C.G.T., la F.E.N., le S.N.I., la Fédération des Œuvres Laïques, plusieurs associations familiales, le Mouvement de la Paix, le M.L.O., l'Action Civique Non-Violente, l'Association des Anciens d'Algérie, la Fédération des Officiers de Réserve Républicains, la J.O.C., Vie Nouvelle, la Libre-Pensée, l'Union des Femmes Françaises, un groupe d'agriculteurs, etc...

A part l'absence de Force-Ouvrière, on voit qu'une unité très large a été réalisée. Ce carrefour prépare activement une grande manifestation pour le mardi 28 juin. Plusieurs partis politiques ont demandé à adhérer au Carrefour. Le P.S.U. continue sa propre action et a diffusé un tract.

Le P.S.U. qui a pris de nombreux contacts dans le souci de favoriser l'unité la plus large possible reste en liaison avec les partis de gauche qui approuvent l'action du Carrefour.

U. N. E. F. : victoire de la majorité

AU lendemain de la publication du communiqué commun de l'Union Nationale des Étudiants de France et de l'Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens, la féale presse de « Mongouvernement » avait orchestré une sordide campagne de dénigrement contre l'organisation syndicale étudiante. Au sein même de l'U.N.E.F. s'était créé un soi-disant comité de liaison apolitique que M. Herzog et ses conseillers s'étaient empressés d'avancer sur l'échiquier de la représaille. De son côté, comme première punition, le ministre de l'Éducation nationale décidait de supprimer la subvention que l'U.N.E.F. recevait pour son fonctionnement au titre d'association agréée.

Devant cette offensive gouvernementale, le Bureau de l'U.N.E.F. décidait de convoquer une Assemblée générale extraordinaire qui aurait à se prononcer sur son action. Le 19 juin dernier, les délégués de toutes les Associations Générales d'Étudiants de France se sont réunis à Paris et plus de 80 % des mandats ont apporté leur complet soutien au Bureau national.

L'opposition présente, dès le début des travaux, une motion préjudicielle pour « désapprouver solennellement l'action politique du Bureau qui vient de ruiner cinquante années de conquêtes syndicales ». Cette « motion de censure » fut l'occasion d'entendre le compte rendu de l'activité du Bureau sur le problème algérien depuis le congrès de Pâques. La discussion porta essentiellement sur la reprise des relations avec l'U.G.E.M.A. et sur les sanctions gouvernementales.

L'Association des Étudiants en Pharmacie de Paris, quoique favorable à l'apolitisme, présenta une motion d'unité affirmant qu'« en dehors de toute discussion intérieure au sujet des compétences qu'elle se fixe elle-même dans la limite de ses statuts et de ses chartes, l'assemblée générale considère la suppression de la subvention et la mise en doute pos-

sible par le Gouvernement de sa représentativité comme une atteinte aux droits des étudiants et affirme sur ce point son unité parfaite ». Cette position a été adoptée à l'unanimité, moins deux abstentions (Montpellier et Nice).

A l'issue des débats, la motion préjudicielle de l'opposition fut rejetée par 662 mandats (112 pour et 5 abstentions). Une motion approuvant la reprise des relations avec l'U.G.E.M.A., approuvant l'action menée par le Bureau et le mandatant pour la poursuite, recueillit 632 mandats, 0 contre, 35 abstentions et 122 ne prenant pas part au vote.

Pour la première fois, l'opposition a participé, au sein d'une instance délibérative de l'U.N.E.F., à un débat de fond sur l'Algérie. Cette opposition a apporté un net démenti à la propagande gouvernementale qui avait trop rapidement fait entrevoir une scission et a reconnu que c'est à l'U.N.E.F. seule représentative des étudiants, qu'il appartient de délimiter ses compétences.

La direction de l'U.N.E.F. sort victorieuse de la réunion de dimanche et renforcée depuis le dernier congrès : plus de 7 % des voix sont venues s'ajouter à la majorité qui la soutient. Un communiqué de l'U.N.E.F. pouvait ainsi affirmer : « Le Bureau National a reçu par cette assemblée générale extraordinaire une sorte de confiance de l'énorme majorité des étudiants dans son travail pour la paix en Algérie. »

Gilles BRECHT.

Directeur-Gérant : Roger CERAT

Imprimerie René Boulanger
60, rue René-Boulanger, PARIS-10^e

Travail exécuté
par des ouvriers syndiqués

10.813.697 SIGNATURES



La journée nationale du C.N.A.L. a comblé les espérances de ses organisateurs.

Les deux manifestations, l'assemblée des pétitionnaires, le matin dans le hall de la Porte de Versailles, la réunion de masse l'après-midi sur la pelouse de Reuilly se sont déroulées comme on pouvait le souhaiter : dans une atmosphère d'enthousiasme et de résolution, mais aussi avec cette dignité qui est le signe de la véritable force.

Cette journée est incontestablement la première manifestation spectaculaire du réveil démocratique et, surtout, d'union. Et ce n'est pas trahir le sens de cette journée que de dire qu'elle dépassait la lutte con-

tre les lois antilairiques : les ovations qui accueillaient les orateurs chaque fois qu'ils parlaient du rétablissement d'une véritable démocratie attestent que les manifestants de Vincennes savaient bien que les victoires récentes du cléricisme sont le fait du régime. Tant il est vrai que toutes les formes de réaction se tiennent. Rappelons que toutes les organisations associées à l'action du C.N.A.L. ont pris l'engagement solennel de poursuivre la lutte. Les partis politiques en particulier ont décidé de demander à leurs élus de ne prendre, dans les conseils municipaux et dans les conseils généraux, aucune part à l'application de la loi. Aucun militant n'acceptera d'entrer dans les comités de conciliation.

Nul doute que la journée du 19 ap-

paraisse plus tard comme une date dans le redressement démocratique de notre pays.

Un mot encore sur cette journée du C.N.A.L. : Dimanche matin, la radio officielle mentionnait très sèchement ces manifestations après avoir dit que ce dimanche ne présentait aucun intérêt pour la vie politique. Les fêtes de Nogent-sur-Marne étaient beaucoup plus longuement commentées. Lundi matin, à l'émission de huit heures, le rassemblement de Vincennes n'était cité que pour donner l'occasion au rédacteur de la R.T.F. de faire état des protestations d'on ne sait quelle association familiale prétendant que des pressions avaient été exercées et que des signatures avaient été extorquées...

CETTE QUESTION - LA

VOILA un homme, Henri Alleg, un universitaire, qui est venu dire à la face du monde, dans son livre « La Question » : « Comme tant d'autres en Algérie, j'ai été torturé, par des Français, dans telles circonstances et de telle façon. Vaton, du côté des autorités ainsi accusées, protester, s'indigner et faire la démonstration qu'il en a menti ? Non, on saisit le livre et on met la lumière sous le boisseau.

Cependant le procès fait à Alleg avec quelques autres, et au cours duquel on voulut, dit-il, lui arracher des aveux ou des dénonciations par la torture, vient à l'audience. Alleg vait-il pouvoir devant le public du prétoire, devant les journalistes du monde entier accourus, répéter ses accusations et les autorités vont-elles vouloir s'en laver ? Non, le huis-clos est prononcé, qui étouffe littéralement les cris d'Alleg. Pour la deuxième fois, c'est le baillon.

Le cas d'Alleg n'est, hélas, pas isolé, mais il est le plus connu, il a la valeur d'un exemple et d'un symbole et le sort fait à cet homme est lourd de conséquences qu'il faut clairement mettre en lumière.

Les gens qui veulent être bien polis avec l'Armée et qui, devant tant d'accusations de tortures non réfutées, disent : « Ce n'est que le fait de quelques sadiques, mais ces cas exceptionnels n'engagent pas le commandement dans son ensemble », pourront-ils continuer à tenir ce langage ? Car, si le Commissaire du Gouvernement a demandé le huis-clos pour étouffer la voix d'Alleg, ce fut soit sur ordre soit avec l'accord du général dont il dépend. Et le commandement a montré ainsi que, loin de se désolidariser des hommes accusés d'être des tortionnaires, il veut ignorer et laisser ignorer les cris de ceux qui accusent.

Mais ce n'est pas tout. Que fait le gouvernement lui-même ? Il saisit systématiquement les journaux et jusqu'aux livres contenant tous ces récits noyés de larmes et de sang. Ceux qu'on accuse d'être des tortionnaires, il dérobe leur identité ou les promeut dans la Légion d'honneur. N'est-ce pas la preuve que le régime, lui aussi, pratique la même politique que le commandement ?

Quelle responsabilité prennent ceux qui ordonnent, pratiquent ou acceptent tout cela ?

Alors que sous l'Ancien Régime, on ne comptait qu'un bourreau par Parlement, il est imprimé tous les jours, sans démenti sérieux et, en tout cas, sans offre de preuve contraire, que des policiers, des militaires font couramment office de bourreaux, que le brodequin et le supplice de l'eau sont couramment remplacés par la magnéto et la baignoire. Dans leur majorité, alors, les Français ferment les yeux et se bouchent les oreilles. Bien. Mais quelle que soit l'issue de la guerre d'Algérie, les Musulmans, un jour, porteront ces accusations devant les organismes internationaux, comme d'autres citèrent le régime hitlérien devant l'opinion publique.

Certes, du côté F.L.N., il s'est commis et se commet d'affreux crimes. Mais le F.L.N. lui, n'a pas proclamé solennellement et observé scrupuleusement pendant plus de 150 ans la Déclaration des Droits de l'Homme, comme la France l'a fait pour son plus grand prestige et son plus éclatant rayonnement.

Les socialistes n'ont pas le droit de demeurer passifs. C'est à eux qu'il appartient de chercher la vérité, de la répandre et de susciter, aujourd'hui les protestations, demain les suffrages qui rendront à la France son vrai visage et lui épargneront les hontes qui sont à redouter.

Le procès qui vient de se terminer à Alger rappelle le procès Zola pendant l'Affaire. Chaque fois qu'une question posée par la défense risquait de faire apparaître l'innocence de Dreyfus ou l'illégalité de sa condamnation, un président, dont l'histoire n'a retenu le nom qu'à cause de cela, le président Deleorgue disait et répétait à satiété : « La question ne sera pas posée ».

Aujourd'hui, il y a de nouveau une « question » ; celle d'Alleg.

Le tribunal militaire d'Alger a dit que cette « question » ne serait pas évoquée.

Mais il ne peut empêcher qu'elle reste posée. Et si, demain, l'opinion publique française ne répond pas à Alleg, il est à craindre qu'après-demain, l'opinion mondiale réponde à la France.

COMMUNAUTÉ : leçons et enseignements

A la suite du revirement d'Houphouët-Boigny et du Conseil de l'Entente passant brusquement du fédéralisme à l'indépendance totale, le corset de la Communauté, à peine vieux de deux ans, éclate de toutes parts. Du point de vue institutionnel, il serait intéressant de voir comment, sous la poussée des événements et de la pression impétueuse des peuples d'Afrique, nous passons progressivement, des rapports inégaux de la « Communauté » imposée, à cette confédération multinationale, qui était l'objectif ouvertement proclamé il y a deux ans par Senghor et Sékou Touré et leurs partis. Mais nous devons, pour aller au plus pressé, tirer essentiellement dans notre propagande les leçons politiques les plus évidentes de ces évolutions et de l'effondrement des édifices contreplaqués de néo-impérialisme.

Nos principes se sont trouvés vérifiés en un temps record. Désormais donc cette confédération multinationale des peuples inscrite dans notre programme est en vue. Mais, sans négliger le travail des juristes ni des ajustements résultant des réformes progressives, cette Confédération ne prendra corps et vie que si elle résulte d'un grand acte solennel des peuples eux-mêmes. Si la démocratie socialiste, militante et combattante, était au pouvoir au lieu de l'actuel néo-impérialisme, elle prendrait dès maintenant toutes dispositions utiles, après avoir reconnu de la manière la plus solennelle l'indépendance et l'égalité, pour organiser cette confédération multinationale sur la base d'une véritable coopération d'égal à égal. Elle créerait, avec les représentants de tous ces Etats indépendants, les organismes nécessaires à cette coopération dans tous les domaines : culturel, économique et financier, diplomatique.

Ainsi disparaîtraient les inégalités qui peuvent résulter des ingérences et

des intrigues du néo-impérialisme, ainsi seraient fondées l'association et l'amitié dans la liberté, l'égalité et la fraternité.

LA LEÇON

Autre enseignement, cette fois-ci pour notre propagande et aussi pour la gauche : quand on lit la correspondance échangée entre Sékou Touré, président de la Guinée, et le général de Gaulle, président de la République Française, on est frappé de stupeur devant les fautes de notre nouveau système. Comment ! Dès 1958, Sékou Touré proposait une véritable association qui correspondait dans les grandes lignes à ce à quoi on va aboutir, et on ne lui a même pas répondu ! Appellera-t-on réponse cette note louvoyante d'une technocratie papalarde dont on ne peut déceler qu'une chose : la responsabilité, pour cette dégradation dont on espère qu'elle ne sera pas définitive, des rapports franco-guinéens.

Si cette dégradation n'est pas définitive, cela sera dû, paradoxalement, à l'intervention du « frère ennemi » de Sékou Touré, Félix Houphouët, redevenu en un clin d'œil l'ami. Si donc on ne fait pas subir aux Etats du Conseil de l'Entente les rebuffades infligées à la Guinée, alors existera peut-être l'occasion d'une remise en ordre générale dans le sens de la confédération multinationale, voulue par tous les peuples d'Afrique, y compris l'Afrique du Nord.

Quant à cette réconciliation entre Houphouët, Sékou Touré et même le gouvernement F.L.N., qui a tenu à saluer avec sympathie l'événement, quelle leçon ! Une leçon pour tous, à vrai dire. Dans ses manœuvres, le néo-impérialisme, une fois de plus, fait fiasco et toutes les savantes combinaisons et oppositions se retournent

contre l'intérêt bien compris du peuple de France et de la démocratie.

Mais ceux des éléments de la gauche qui ont tendance à se mêler avec plus ou moins de frénésie des querelles entre nationalistes, à bénir les bons et à excommunier les mauvais, devraient enfin comprendre une chose : il vaut mieux s'attacher à défendre des solutions, des principes, à soutenir les aspirations des peuples à l'indépendance, à la libre association, que d'entrer avec passion dans le jeu complexe des oppositions de tactiques et de personnes. Au-delà de l'indépendance, bien entendu, notre fraternelle solidarité devra s'exercer en faveur des mouvements qui s'orientent à leur rythme, vers le socialisme démocratique.

Enfin, puisque « tout dépend de l'Algérie », selon notre vieille formule, comment ne pas insister dans notre action sur le fait que tous les territoires d'Afrique anciennement dépendants de la France vont être désormais indépendants. La négociation imposée par la volonté populaire, malgré les refus et les préséances, devra aboutir à la reconnaissance pour l'Algérie (avec les droits de la minorité) de ce droit à l'indépendance désormais reconnu à toute l'Afrique dite francophone.

Jean ROUS

Notre seule
richesse :
nos lecteurs
Abonnez vous

HALTE AU BLUFF

par
M. RUNGIS

L'OPTIMISME gouvernemental coule à flots. La même semaine le général de Gaulle, puis Debré, puis Bacon, ont dressé des bilans favorables de la situation. Au point qu'on en arrivait presque à se demander, en les écoutant, si les travailleurs en grève n'étaient pas victimes d'une grave illusion sur leur propre sort. Fallait-il donc que les salariés fussent exigeants pour ne pas se contenter d'une si belle situation !

Baisse plus forte pour les familles nombreuses

La vérité, bien sûr, n'a rien à voir avec les fadaïses gouvernementales. Chaque travailleur le ressent en touchant sa paie, en voyant monter les prix ou en constatant que le chômage persiste. La vérité, les statistiques officielles elles-mêmes la dévoilent avec assez de netteté pour dégonfler le bluff gouvernemental. Voyons-la de près.

Le pouvoir d'achat des salariés d'abord, dont le général de Gaulle nous promet qu'il aura doublé dans une génération, ce pouvoir d'achat demeure pour l'instant plus faible que celui de 1957 (qui avait marqué le point haut depuis la guerre). A combien se monte cette dégradation du niveau de vie des familles populaires ? Elle dépend de la situation familiale du salarié :

- Le célibataire a actuellement un pouvoir d'achat inférieur de 1,50 % à celui d'il y a trois ans. Le salaire horaire a, certes, augmenté de 28,6 % depuis avril 1957 (moyenne valable pour l'ensemble de la France entière) ; mais, d'une part, les horaires de travail ont diminué de 0,2 % et, d'autre part, les prix de détail ont augmenté de plus 30 %. Le résultat est simple : les salaires hebdomadaires ont augmenté de 1,50 % de moins que le coût de la vie.

Pour que les familles ouvrières qui reçoivent, outre le salaire du père, des prestations familiales, la situation est pire, puisque ces prestations ont augmenté ces dernières années trois fois moins vite que les prix.

- L'ouvrier père de deux enfants a vu, comme son camarade célibataire, son salaire hebdomadaire prendre en trois ans un retard de 1,50 % sur les prix. Mais, dans le même temps les prestations familiales qu'il touche ont pris, elles, un retard de 15 % sur les prix. Si bien qu'au total, son niveau de vie a baissé de 4,50 %.

- L'ouvrier père de trois enfants a davantage pâti de la situation, puisque les prestations familiales

- 65 % des ouvriers et empl
- en 3 ans, le pouvoir d'achat

représentent une part plus importante de son revenu. Le même calcul conduit à chiffrer à 5,7 % la baisse de son pouvoir d'achat depuis le printemps 1957.

- Enfin, l'ouvrier père de cinq enfants a souffert davantage encore du retard des prestations familiales sur les prix. On peut raisonnablement évaluer à 7 % la baisse de son niveau de vie en trois ans.

Bref, en moyenne, toutes les catégories d'ouvriers ont vu leur pouvoir d'achat baisser depuis 1957 ; moins pour les célibataires et les pères d'un ou deux enfants, mais plus pour les familles nombreuses.

Disparité entre les régions et les industries

En fait, les disparités de situation sont bien plus grandes qu'il ne paraît ici, puisque nous avons jusque-là raisonné sur les moyennes du ministère du Travail. Ces moyennes, valables pour l'ensemble de la France, dissimulent les écarts considérables existant d'une région à l'autre, d'une industrie à l'autre, d'une entreprise à l'autre.

Telle branche par exemple où les horaires ont baissé de 15 % et où les taux des salaires horaires ont, de ce fait, moins augmenté qu'ailleurs, compte des dizaines de milliers de travailleurs dont le pouvoir d'achat a diminué de 20 à 30 % par rapport à 1957. Dans un autre secteur, telle ou telle usine, où les heures supplémentaires — mieux payées — étaient nombreuses, ont dû revenir à 40 heures ; du coup le pouvoir d'achat des travailleurs s'est trouvé amputé de 25 à 35 % par rapport à 1957. Etc.

Inversement, évidemment, dans certaines branches de pointe où les horaires se sont maintenus et où les salaires ont augmenté plus vite que les prix, le pouvoir d'achat du célibataire a pu y augmenter, peut-être même celui du père d'un ou de deux enfants. Mais il s'agit là d'exceptions que compensent — en sens inverse — des situations plus dramatiques que la moyenne. Celle-ci seule permet, au-delà des cas particuliers, de porter un jugement d'ensemble sur l'évolution du niveau de vie des travailleurs.

La moyenne calculée par le ministère du Travail est établie à partir des salaires horaires versés par les entreprises. Mais elle est également valable pour les salaires des ouvriers payés au mois ainsi que pour les employés. L'expérience montre en effet que les salaires de ces trois catégories varient sensiblement

« C A va bien, ça va bien, et ça Ce langage n'est pas nouveau. Les gouvernements ont usé de la technique impudente particulière à s'en servir. Pourtant, MM. de Gaulle et Debré — impudence particulière à s'en servir — règne, ça va nettement plus mal pour les salariés que dans les années précédentes, pourtant justement précédentes, pourtant justement précédentes... »

Pour que nous ne soyons pas nous avons eu recours dans cette publication aux services gouvernementaux. Et ce n'est pas le bilan de faillite de l'équipe actuelle.

Longtemps anesthésiée par le mythe, la classe ouvrière dans son ensemble a réveillé son courage depuis six semaines. Les travailleurs ont repris leur feu d'ardeur dans leur lutte pour la vie, et le pouvoir d'achat a baissé, mais encore celui des classes moyennes et de la petite bourgeoisie. La couverture tricolore du capitalisme et des couches privilégiées, l'exploitation des salariés, l'exploitation des salariés.

C'est une autre statistique officielle et des employés gagnent actuellement moins que dans les années précédentes. Et d'autres chiffres officiels ajoutent à la tristesse de ce bilan : le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 1,50 % à Paris, de 2,50 % à Lyon, de 3,50 % à Marseille. Triste bilan d'un régime qui a vu le prix de ses guerres coloniales et résulter de l'expansion économique, d'une dégradation nationale a progressé de 10 %.

de la même façon depuis quelques années. L'évolution stigmatisée ci-dessus vaut donc en fait pour l'ensemble des salariés et des ouvriers du commerce et de l'industrie, soit environ les 8/9 des salariés de ces branches.

Seuls les cadres semblent avoir vu leurs salaires évoluer différemment (dans un sens plus favorable évidemment) depuis trois ans ; leur pouvoir d'achat n'a donc peut-être pas baissé. Mais bien des cadres subalternes ont connu en fait une situation plus semblable à celle du petit personnel qu'à celle des cadres supérieurs.

Où donc en est-on à l'issue de cette évolution ? Les chiffres, tirés de la dernière enquête officielle, simplement mise à jour, montrent qu'actuellement :

— 60 % des ouvriers et des employés gagnent encore moins de 52.000 francs par mois ;

— neuf ouvriers sur dix et deux employés sur trois sont au-dessous de ce chiffre, pourtant fort bas.

Ces observations dramatiques ramènent à leur juste proportion les vantardises gouvernementales. Un calcul simple suffit à montrer qu'avec de tels salaires, la famille du manoeuvre père de deux enfants a à peine de quoi couvrir la moitié de ceux de ses besoins qui sont déclarés minima par les statisticiens officiels ; moins mal loti, l'ouvrier professionnel n'arrive encore qu'à payer les deux tiers des besoins minima de sa famille.

Après cela, Debré, Bacon et le général de Gaulle peuvent repasser pour leur petit numéro de cirque tranquillisateur.

Petits et moyens fonctionnaires

Les salariés de l'Etat seraient-ils mieux traités que leurs camarades du secteur privé ? Les statistiques officielles là encore — montrent qu'il n'en est rien. Depuis le printemps 1957 :

— le niveau de vie du petit fonctionnaire célibataire a baissé de 2,50 % et celui du fonctionnaire moyen stagne ;

— celui du fonctionnaire père de deux enfants a diminué de 6 % s'il est en bas de l'échelle hiérarchique et de 2 % s'il est au milieu ;

— celui du fonctionnaire père de quatre enfants a baissé de 3,5 % s'il est petit fonctionnaire et de 2 % s'il est fonctionnaire de grade moyen.

Comme plus haut, pour les salariés du secteur privé, on constate que seuls les cadres supérieurs ont vu leur niveau de vie s'élever : de 5 % pour les célibataires, de 4 % pour les pères de deux enfants, de 3 % pour ceux de quatre enfants. Autre constatation identique : à grade égal, les familles nombreuses sont désavantagées.

Cette évolution régressive fait qu'actuellement un fonctionnaire titulaire sur quatre gagne moins de 50.000 francs par mois (et sept sur huit moins de 100.000 francs) et que quatre fonctionnaires auxiliaires sur cinq touchent moins de 65.000 francs.

UN AVEU OFFICIEL

L faut vraiment toute la sottise vantarde de M. Debré — ou le mépris de fer du général de Gaulle pour le menu peuple — pour dresser, comme ils l'ont fait il y a huit jours, un bilan optimiste de leur gestion économique. Le schiffres officiels, en effet, leur donnent complètement tort, confirmant l'impression de régression qu'éprouvent les consommateurs.

Le dernier de ces chiffres officiels vient de paraître dans la revue (1) du « Centre de Recherches sur la Consommation » (C.R.E.D.O.C.), organisme officiel dont les travaux

ont pour but de guider — s'il le veut bien — le gouvernement. Que nous apprend donc le C.R.E.D.O.C. ?

Qu'en 1959, la consommation moyenne de chaque Français « a été inférieure de 1 % à celle de 1957 » ce qui avait déjà été le cas en 1958. Ainsi, depuis l'arrivée au pouvoir du gaullisme, le niveau de vie des Français qui avait eu une tendance presque régulière à progresser depuis 1950 (de 4 à 5 % en moyenne par an) a baissé. Voilà qui est clair, et fait ci d'ailleurs les chiffres officiels donnés par justice des vantardises gouvernementales. Voir le C.R.E.D.O.C. :

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION MOYENNE DE CHAQUE FRANÇAIS

	De 1950 à 1957	En 1958	En 1959
Alimentation	+ 20 %	- 1 %	+ 0,2 %
dont : viande, poissons	+ 31 %	- 1 %	+ 1,7 %
produits sucrés	+ 53 %	- 4 %	- 4,5 %
boissons	+ 18 %	- 8 %	+ 0,7 %
Habillement	+ 37 %	- 6 %	- 0,6 %
Habitation	+ 41 %	- 2 %	+ 1 %
Hygiène et soins	+ 66 %	+ 5 %	+ 2,1 %
Transports	+ 57 %	+ 6 %	- 1 %
Culture et Loisirs	+ 37 %	+ 3 %	- 0,5 %
TOTAL	+ 32 %	- 1 %	0 %

Bien entendu, il faut ajouter — ce que ne dit pas le C.R.E.D.O.C. — que la consommation de tous les Français n'a pas évolué de la même façon. Tandis que les patrons, les commerçants et les professions libérales s'enrichissent durant les deux dernières années — ce sont les chiffres de la comptabilité nationale qui nous l'apprennent — les salariés, les paysans, les vieux et les familles étaient moins bien traités par le régime.

Le chiffre moyen du C.R.E.D.O.C. (baisse de 1 % de la consommation de chaque Français par rapport à 1957) recouvre donc des situations très différentes. Pour les classes privi-

légiées par le régime, la baisse de consommation est nulle ; c'est même d'une augmentation de consommation qu'il faut parler.

Au contraire, pour les victimes du régime, la baisse de consommation est beaucoup plus forte que le 1 % moyen du C.R.E.D.O.C. Elle avoisine 25 % pour les vieux, 15 % pour les titulaires de prestations familiales, et quelques pour cent pour les salariés, comme le confirme l'analyse ci-contre.

(1) « Consommation. Conjoncture », 15 mai 1960. 30, rue d'Astorg.

GOUVERNEMENTAL

Les salariés gagnent moins de 52.000 frs par mois
 Les familles populaires a baissé de 6 %

« encore mieux... »
 toutes les époques, les gouvernements du « demain, on rase gratis » que le féal Bacon — ont une fois qu'il est clair que, sous leur règne, les travailleurs que sous les gouvernements précédents.

de partialité en l'affirmant, les chiffres officiels fournis par les chiffres eux-mêmes qui dressent le bilan.

gaulliste du général-père du peuple est rassasié. Les grèves le montrent et doivent maintenant redoubler de force pour seulement le pouvoir d'achat a baissé. Les exploitants a augmenté. Nouvelle gaullisme a accru, au profit des travailleurs.

On établit que 60 % des ouvriers gagnent moins de 52.000 francs par mois. En trois ans, le pouvoir d'achat a baissé de 7 %, selon leur nombre d'employés aux classes populaires les classes exploitantes le bénéficient étonnamment faible (la production a baissé de 6 % en trois ans).

travailleurs, qu'il faut ajouter à celle indiquée plus haut. Cette détérioration supplémentaire est très difficile à chiffrer, puisque variable selon les cas. Mais elle représente entre 3 et 4 % des salaires perçus par l'ensemble des salariés. C'est donc d'un pourcentage de cet ordre qu'il faut majorer les baisses de niveaux de vie citées plus haut (à l'exception des très petits salariés, évidemment, qui ne paient pas de surtaxe progressive).

Et pendant ce temps-là...

Au terme de ce bilan, il reste à faire une comparaison. Oui : il faut comparer cet appauvrissement des travailleurs à l'évolution de la richesse nationale. Car cet appauvrissement, déjà scandaleux en soi, le sera beaucoup plus encore si le revenu de la nation a augmenté.

Or c'est très exactement ce qui s'est passé. De 1957 à 1960, nous apprennent les services de la comptabilité nationale (4), la production de la nation a augmenté d'environ 10 % (en volume) : 2 % en 1958, 3 % l'an dernier et vraisemblablement 5 % cette année. La production industrielle, qui intéresse plus particulièrement les salariés de l'industrie, a progressé, elle, de 18 % entre le printemps de 1957 et celui de cette année.

Où est donc passée cette production supplémentaire, fruit du travail des salariés, si les travailleurs ne l'ont point reçue ? Comment se fait-il que les travailleurs produisent plus et gagnent moins ?

La réponse est simple : une partie du fruit de leur travail leur a été volée et utilisée au profit d'autres personnes ou d'autres usages. C'est par ce vol que l'équipe gaulliste a payé la guerre d'Algérie, accru le niveau de vie des classes privilégiées de la nation et rétabli un équilibre commercial auquel avaient renoncé Guy Mollet, Gaillard et Pflimlin.

À qui profite cette production nouvelle ?

La guerre d'Algérie a vu son prix s'accroître d'environ 500 milliards par an ; l'Etat a donc prélevé davantage sur les travailleurs pour financer la guerre. Les patrons, les professions libérales, les commerçants ont amélioré leur pouvoir d'achat depuis trois ans ; c'est en prélevant sur les travailleurs (qui sont aussi consommateurs) des profits plus élevés et des marges commerciales plus lourdes. Enfin, le commerce extérieur a été équilibré, grâce à une augmentation importante de nos ventes à l'étranger ; c'est la dévaluation — qui, en abaissant le niveau de vie des travailleurs, a réduit à l'étranger le prix des produits français — qui a permis ce redressement commercial.

Bref, par ces trois moyens, les travailleurs ont fait les frais de l'opération, se trouvant frustrés d'une grande partie du profit de leurs efforts. Bien sûr, la productivité du travail a continué à augmenter ces dernières années : d'environ 4,5 % par an. Mais cette productivité supplémentaire (14 % en trois ans), les travailleurs n'en ont pas vu les fruits (5).

Une petite partie a sans doute servi à accroître les investissements, dont la part, dans la production nationale est passée de 19 % à un peu plus de 20 %. Mais ce léger progrès n'a absorbé qu'une petite fraction de la production supplémentaire. Et d'ailleurs, qui est propriétaire de ces investissements supplémentaires sinon les seuls capitalistes, à qui la

loi réserve la propriété exclusive des biens d'équipement et des usines ? Mais si un progrès des investissements est souhaitable pour la nation, il se traduit présentement par un vol supplémentaire aux dépens des salariés.

On ne s'étonnera plus, dans ces conditions, que les travailleurs, en produisant plus, aient gagné moins. C'est la loi de l'exploitation capitaliste, encore aggravée par l'aventure coloniale poursuivie en Algérie.

Face à cette entreprise officielle de détournement de fonds, les travailleurs ont réagi. Leur combat doit maintenant s'intensifier. Ce n'est pas seulement

M. MARTIN, capitaliste

L'HEBDOMADAIRE financier. La Vie Française conte, on le sait, périodiquement, les aventures de M. Martin, personnage imaginaire censé représenter le capitaliste moyen. Ce M. Martin, La Vie Française lui avait fait acheter en 1957 un certain nombre « d'actions » de grandes sociétés françaises et étrangères. Et depuis, l'hebdomadaire financier lui prodigue des conseils pour améliorer son « portefeuille » : vendez ce titre, achetez tel autre...

Rien de hasardeux dans ces opérations que conseille La Vie Française. M. Martin doit se comporter comme un bon capitaliste moyen, près de ses sous et peu désireux de les compromettre dans une spéculation douteuse. Une gestion de « père de famille », quoi !

Eh bien ! Savez-vous où en est le portefeuille de M. Martin au bout de treize années de régime assurément peu fatigant (il lui suffit de téléphoner à son agent de change) ? La Vie Française du milieu de mai nous l'apprend : le capital de 1947, qui valait 1 million, vaut maintenant 14.634.500 fr. ! Oui, 14,6 fois plus.

Et cela, sans travailler ! Par la seule vertu de sa situation de capitaliste. D'autres propriétaires d'actions de sociétés ont dû d'ailleurs faire beaucoup mieux, qui s'étaient risqués dans des spéculations négligées par le prudent M. Martin.

Les travailleurs pendant ce temps ? Ils ont aussi accru leurs revenus, mais de façon combien plus modeste. Pendant que M. Martin faisait faire — sans travail — à son capital quatorze fois la culbute, ce qui entraînait du même coup celle de ses revenus, le salarié français moyen triplait (en francs, bien sûr, pas en pouvoir d'achat) à peine son salaire.

La démonstration du système capitaliste est donc, une fois encore, des plus claires : le travail rapporte au travailleur cinq fois moins qu'au capitaliste qui l'exploite. Après cela, le général peut toujours parler d'association entre l'un et l'autre...

une aumône temporaire qu'il leur faut obtenir. C'est d'abord la fin de la guerre d'Algérie, puis l'abandon du système capitaliste, cause réelle de la frustration dont ils sont victimes.

Les militants du P.S.U. sauront, en menant la lutte syndicale, lui donner sa véritable dimension politique et faire comprendre à leurs camarades d'atelier, de chantier, de bureau, qu'au-delà d'une prime horaire ou d'une révision d'indices, c'est le socialisme qu'il s'agit d'obtenir et d'instaurer.

- (1) Etudes statistiques, juill.-sept. 1959 : « Le Monde », 29 novembre 1959.
- (2) Bulletin hebdomadaire de statistique, 21 mai 1960 ; « Le Monde », 9 juin 1960.
- (3) La majoration des impôts indirects n'intervient pas ici, puisque nous l'avons déjà comptée dans la hausse des prix de détail.
- (4) Rapport de M. Baumgartner, sur le « petit plan » intérimaire (« Le Monde », 1^{er} juin 1960).
- (5) En 10 ans, la productivité industrielle s'est accrue de 55 % et la pouvoir d'achat des salaires de 33 % seulement.

De 190 à 284 frs par jour

Pour les vieux, quelques chiffres suffisent :
 — 290.000 d'entre eux vivent — il s'agit encore de chiffres officiels — avec... 190 francs par jour. Ce qui s'achète un beefsteak, un litre de lait et un pain ; à condition, bien entendu, de ne pas payer de loyer, de ne pas acheter de charbon l'hiver, de ne pas s'habiller... et de ne pas tomber malade !
 — 1.500.000 autres vieillards touchent 284 francs par jour (retraite des vieux travailleurs, plus allocation du Fonds de solidarité) ;
 — quant aux autres, qui reçoivent des pensions de Sécurité sociale, ils touchent encore à peine le tiers de leur salaire moyen des dix dernières années. A quoi il faut ajouter que ces allocations et pensions diverses n'ayant été que faiblement majorées, alors que le coût de la vie s'élevait de 30 % en trois ans, leur pouvoir d'achat est actuellement inférieur de 25 % environ à celui de 1957 ! Les vieux aussi ont donc payé un lourd tribut au soi-disant redressement gaulliste.

Impôts directs

Ce bilan souligne assez la responsabilité de l'équipe au pouvoir. Et pourtant, il est encore trop optimiste. Car nous n'avons jusqu'ici parlé que des revenus bruts des salariés ou des vieux, en les comparant à l'augmentation des prix. Or ce n'est pas avec ces revenus bruts que nous vivons, mais seulement avec les revenus nets, après que nous ayons payé au percepteur l'impôt direct (3).
 Cet impôt direct sur notre revenu il a formidablement augmenté depuis quatre ans. En 1956, la surtaxe progressive avait rapporté à l'Etat 225 milliards ; cette année — après que Guy Mollet, Gaillard, Pflimlin et Pinay l'aient tour à tour augmentée — elle en rapportera environ 630, soit près du triple. Or ce sont, pour la grande majorité, les salariés — et particulièrement les moyens salariés — qui paient cet impôt.
 La majoration de la surtaxe s'est donc traduite par une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des tra-

VOICI CE QUE GAGNENT ACTUELLEMENT OUVRIERS ET EMPLOYÉS

	OUVRIERS		EMPLOYÉS	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1. — Salaire mensuel moyen (moyenne pour l'ensemble de la France	53.000 fr.	34.200 fr.	61.500 fr.	47.500 fr.
2. — Répartition des salariés selon leur salaire mensuel :	(en % du total de leur catégorie)			
— Moins de 31.500 fr.	13 %	42,8 %	8,7 %	17,6 %
— de 31.500 à 41.300 fr.	18,3 %	34,6 %	11,8 %	23,3 %
— de 41.300 à 51.700 fr.	22,2 %	14,5 %	18,2 %	22,8 %
Total des salariés gagnant moins de 51.700 fr.	53,5 %	91,9 %	38,7 %	63,7 %
— de 51.900 à 63.000 fr.	18,1 %	5,2 %	20,7 %	17,6 %
— de 63.000 à 82.600 fr.	19,2 %	2,4 %	25,6 %	14,8 %
— de 82.600 à 103.000 fr.	6,3 %	0,4 %	8,9 %	2,8 %
— de 103.000 à 155.000 fr.	2,7 %	0,1 %	4,7 %	0,9 %
— plus de 155.000 fr.	0,2 %	—	1 %	0,1 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %

LA VIE DU PARTI

Campagne de diffusion

DERNIÈRE SEMAINE

L'EFFORT entrepris par le parti pour accroître la diffusion de T.S. commence à porter ses fruits. Les nécessaires rouages administratifs se mettent en place. Si nous poursuivons dans cette voie nous aurons en septembre, un outil de diffusion qui touchera efficacement, par l'intermédiaire de plus de six cents points de vente, une masse de lecteurs considérable.

Sur ces bases solides nous construirons un réseau qui devra aller en s'amplifiant. Mais ne posons pas déjà les objectifs de notre prochaine campagne. Celle que le C.P.N. lançait le 1^{er} Mai se termine irrévocablement le 30 juin. A partir du 1^{er} juillet, la ristourne est ramenée à 10 %.

Est-ce à dire que nous devons nous endormir ? Au contraire, et les événements imposent plus que jamais que nos positions,

nos mots d'ordre touchent le maximum de gens. « La paix en Algérie sera obtenue par la pression croissante de la population » disions-nous dans un communiqué publié sitôt connue la réponse du F.L.N., le 20 juin. Aussi avons-nous décidé de MAINTENIR LA SOUSCRIPTION, forme modeste mais très utile de notre combat.

Que TOUS LES ADHERENTS DU P.S.U. prennent conscience et fassent prendre conscience autour d'eux que 10 NF donnés à la souscription, c'est participer à notre lutte.

Par ailleurs, nous demandons à tous les anciens lecteurs de Tribune du Socialisme (organe de l'ex-P.S.A.) qui vont s'abonner à T.S., de le faire dans les jours qui viennent.

AVIS ET COMMUNIQUÉS

Le numéro de Tribune Socialiste que vous recevez le vendredi, parfois même le samedi dans certains départements, doit être totalement rédigé le mardi au plus tard. Aussi, pour nous permettre de passer vos communiqués, veillez à ce qu'ils nous parviennent le lundi. Merci.

Le numéro spécial sur l'Algérie que nous avions réédité en raison des commandes des sections de ventes est une nouvelle fois épuisé.

Nous renouvelons notre consigne de la semaine dernière : lorsqu'un numéro spécial est annoncé, que les responsables des sections adressent en temps utile leur commande à l'administration.

La rédaction de T. S. demande une dactylo pour le mois de juillet, libre le lundi après-midi et le mardi toute la journée. Se mettre en rapport avec Arthurs pour les conditions financières. Urgent.

Les Fédérations qui n'ont pas encore fait connaître le nom et l'adresse des responsables à la presse sont priés de le faire au plus vite, afin que nous puissions leur adresser le fichier complet des abonnés de leur département.

COMPTES RENDUS

TOULOUSE. — C'est devant une salle archi comble qu'Edouard Depreux et Gilles Martinet ont pris la parole le 16 juin à Toulouse.

Nos camarades ont longuement analysé la situation créée par le dernier discours du Général de Gaulle. « Ce discours, ont-ils dit, ne contient aucun

élément qui ne figurait déjà dans l'une des précédentes déclarations, mais il constitue néanmoins en lui-même un fait nouveau de première importance. Le fossé qui sépare encore le point de vue du gouvernement français de celui du nationalisme algérien est considérable mais il existe une dynamique de la négociation qui peut accélérer certaines évolutions. C'est pourquoi le P.S.U. souhaite qu'il y ait une rencontre et une discussion tout en pensant que le sort de cette rencontre dépend pour une large part de l'ampleur des réactions populaires en faveur de la paix. »

Ces thèmes devaient être repris le lendemain à Lyon par nos deux camarades auquel s'était joint Charles Hernu.

Les quotidiens régionaux ont rendu compte largement de ces réunions (qui avaient été précédées à Lyon par une petite conférence de presse). Certains journaux parisiens n'ont voulu cependant retenir que les mises en garde formulées par nos camarades, donnant ainsi l'impression totalement fautive que notre parti accueillait avec réticence la chance de paix qui se présente aujourd'hui. Les déclarations faites par Edouard Depreux à la presse et le communiqué publié le même jour par le bureau national ont heureusement contribué à remettre les choses au point.

La Commission des Juristes du P.S.U., réunie pour étudier l'ordonnance du 3 juin 1960, en dénonce l'esprit et les dispositions.

Déjà, le décret du 13 février 1960 avait attribué en Algérie à un Procureur Militaire le pouvoir exorbitant de mener pendant un mois l'instruction sans juge d'instruction, ni défenseur.

L'ordonnance du 3 juin 1960 permet désormais en Métropole la conduite d'une enquête sans intervention d'un juge d'instruction ni d'un défenseur chaque fois qu'il y a crime flagrant commis en vue d'apporter une aide directe ou indirecte aux rebelles des départements algériens.

Dans la plupart des affaires récentes, l'instruction aurait ainsi été supprimée.

Le prévenu, même s'il n'est que complice se trouvera donc

seul devant la police pendant un mois. Le risque des erreurs judiciaires sera d'autant plus grand.

SECTIONS ET FÉDÉRATIONS

CORREZE. — Réunion du Comité fédéral le dimanche 26 juin à 9 heures précises, salle Thérèse Simonnet, rue Blaise Reynal, à Brive.

DOUBS. — Le Congrès fédéral du Doubs, qui s'est tenu le 12 juin, a voté une importante motion politique qu'il a adressée à la presse locale. Décision a été prise de participer aux cartels locaux pour la paix en Algérie. Le pasteur Voges sera à Audincourt le 24 juin.

DROME. — La Fédération est constituée. Elle a désigné un Bureau départemental provisoire : Audureau, à Buisies-Baronnies, est secrétaire départemental, chargé de la propagande et André Didier, « Eden-Roc », Grand Charran, à Valence, est secrétaire administratif, chargé d'assurer la liaison avec le secrétariat national.

HAUTE-GARONNE. — Toulouse : A l'occasion du 12 juin, une vente de masse au porte-à-porte a été lancée dans différents quartiers de la ville. 250 numéros de « Tribune Socialiste » ont été vendus à cette occasion, et 100 autres au meeting du 16 juin, salle du Muséum, avec Gilles Martinet et Edouard Depreux.

Briguières : une réunion avec les camarades Fourier et Montariol a été tenue. Les orateurs expliquèrent la politique du parti, à la suite de quoi une très large discussion s'ouvrit sur l'action et les perspectives du P.S.U., qui a permis la création de la section du canton de Fronton, en majorité formée d'agriculteurs. Un Bureau a été élu avec comme secrétaire le camarade Garnier, instituteur à Bouloc, trésorier Cuitat, retraité à Bruguières, trésorier adjoint Jean Canal, agriculteur, également à Bruguières.

Sainte-Foy-de-Peyrolières : où avait lieu également une

réunion avec les camarades Billaud, Jeannette Fournet et Vauvielle, une section a été créée avec une majorité d'agriculteurs.

Ramonville-St-Ange (banlieue de Toulouse) : de nouvelles adhésions ont été enregistrées à la section qui a été formée au mois de mai dernier.

Muret : Le samedi 25 juin, à 21 heures, au café Roussel, aura lieu une réunion d'information organisée par la section locale, avec la participation des camarades Debauges, Martin et Billaud.

INDRE-ET-LOIRE. — Le premier congrès fédéral P.S.U. se tiendra dimanche 26 juin, à 9 heures à la Brasserie Chanteclerc, avenue Grammont, à Tours. Des comités pour une solution négociée du problème algérien ont été constitués à Tours et à Loches et préparent activement la journée du 28 juin.

LOIRE-ATLANTIQUE. — Tous les amis du P.S.U., tous les lecteurs de « Tribune Socialiste », sont invités par la Fédération de Loire-Atlantique à la réunion publique qui aura lieu à Nantes le jeudi 23 juin, à 20 h. 45, salle Bel-Air, avec le concours d'Edouard Depreux et Gilles Martinet.

MARNE. — Vitry-le-François : La section locale organise une réunion publique le vendredi 24 juin. Henri Longuet fera un exposé sur l'Algérie et le P.S.U., les problèmes économiques et sociaux. Pour tous renseignements, s'adresser à M. Fossier, Ecole Jules-Ferry, à Vitry-le-François.

OISE. — Clermont : Une réunion d'information, le 13 juin, a groupé une trentaine d'auditeurs, en majorité sympathisants, autour de la section locale du P.S.U. et d'Yves Jouffa. Plusieurs membres de la section locale de la S.F.I.O., qui étaient présents, n'ont pas apporté de contradiction à l'orateur. Trois nouvelles adhésions ont été immédiatement enregistrées.

BASSES-PYRENEES. — Bayonne — Rectification : par suite d'une erreur regrettable, nous avions indiqué, parmi les organisations ayant donné leur accord à une déclaration commune pour la paix en Algérie par la négociation, la C.F.T.C. et le S.G.E.N. En réalité, cette information était prématurée : la C.F.T.C. et le S.G.E.N. ont réservé leur accord. Par contre, lors d'une deuxième entrevue, la S.F.I.O., absente jusqu'alors a donné son accord à la déclaration commune.

SOMME. — Le Bureau fédéral est ainsi constitué : Secrétaire fédéral : François Etienne, 5, avenue du Général-Leclerc, à Montdidier ; secrétaire adjoint : Pierre Sogno, 186, rue Lemerchier, à Amiens ; trésorier : Francine Page, 8, boulevard Jules-Verne, à Amiens.

SEINE-MARITIME. — Bolbec : Nos camarades ont pris l'initiative d'une réunion groupant avec ceux des représentants de la C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N., Ligue des Droits de l'Homme, P.C. Les participants à cette réunion ont adressé ensemble un télégramme de protestation au Premier Ministre contre l'interdiction du Congrès du 12 juin pour la paix en Algérie.

VENDEE. — La Roche-sur-Yon : La section du P.S.U. locale a organisé le samedi 11 juin une réunion publique avec la participation de Roland Filiâtre et d'Yves Déchezelles. Une centaine de personnes y ont entendu un brillant exposé de Filiâtre sur les nécessités de l'économie d'aujourd'hui et un vibrant appel d'Yves Déchezelles à l'unité d'action en faveur de la cessation des combats en Algérie. Encouragé par ce premier succès, la section locale et toute la Fédération de Vendée continueront leur patient travail d'information de l'opinion, dont ils se plaisent à souligner le réveil.

AUDE - HERAULT - PYRENEES-ORIENTALES. — Au cours de la semaine du 14 au 21 dans le Languedoc-Roussillon, notre camarade JeanRous vient de faire une série de réunions à Béziers, Montpellier, Perpignan, Carcassonne, ayant pour thème : « Perspectives et objectifs du P.S.U. ». Ce fut essentiellement pour les Fédérations l'occasion de s'informer des décisions du Comité de coordination et de préparer la journée d'action du 28 juin pour la paix en Algérie. Par départements, les diverses comités de coordination ont répercuté l'appel national pour les manifestations. En outre, au cours de

cette tournée ont été évoqués les problèmes propres à la région Languedoc - Roussillon. L'idée d'une conférence régionale du P.S.U., pour étudier ces problèmes, a été discutée.

U.D. DE LA SEINE. — La Commission adresse un appel à tous les camarades détenteurs d'ouvrages qu'ils n'ont pas l'obligation de consulter régulièrement, et leur demande de s'en dessaisir en faveur de la bibliothèque qui fonctionnera dès la rentrée, grâce à des camarades dévoués.

Les livres peuvent être remis dès maintenant à l'U.D. : rue Henner, à Lucienne Borchio.

Eventuellement, nos responsables Yvette Thibout et Paul-Jean Bernard sont à la disposition des camarades qui ne peuvent venir rue Henner, pour se rendre à leur domicile sur simple demande.

Notre bibliothèque se doit de posséder en premier lieu les ouvrages écrits par les camarades du Parti. La Commission leur demande de vouloir bien la faire bénéficier d'un ou plusieurs exemplaires de leurs ouvrages déjà parus et de ne pas l'oublier lors des prochaines parutions.

Elle adresse ses affectueux remerciements à Cletta et Daniel Mayer pour le don important de livres qu'ils lui ont adressés, ainsi qu'au bon et vieux militant Zarnitzky, de la section de Boulogne, qui, après 63 ans de socialisme, se défait de précieux ouvrages au profit de la Commission féminine qui en fait elle-même don à la Bibliothèque.

DIVERS

Le Centre d'Etudes Socialistes rappelle que la dernière séance du troisième cycle de ses conférences se tiendra le Jeudi 30 juin, à 20 h. 30, 17, rue de Chaligny, Paris, avec Claude Julien. Thème : « La Révolution à Cuba ».

Le Centre de Formation culturelle et sociale de Paris-Rive Gauche organise sa prochaine séance de ciné-club le mardi 28 juin à 20 h. 45 au studio du Val-de-Grâce, 30, rue Henri-Barbusse, Paris-5^e.

Au programme : « La flèche brisée » de Delmer Daves.

Nos lecteurs ont la parole

« Me permettez-vous de répondre aux camarades dont vous avez publié les lettres dans le dernier numéro de Tribune Socialiste afin de faire une mise au point indispensable ? »

« Je pense que le camarade Simon a tort de ne pas « regretter outre mesure » le refus de certains ex-U.G.S. de ne pas venir au P.S.U. Je considère avec lui que ces camarades ont commis une grosse faute politique, mais je me refuse à assimiler à des oppositionnistes bavards des militants dont la plupart recherchent simplement la clarté dans l'action sur des positions de classe. Notre tâche n'est pas de rejeter avec mépris ces camarades mais bien plutôt de leur démontrer que la place de tous les militants révolutionnaires est au P.S.U. »

« Notre camarade Molino écrit que « le mot « stalinien » pour désigner les communistes est un procédé qui lui paraît déplacé ». On doit d'abord lui faire remarquer que les dirigeants du P.C. eux-mêmes ont longtemps proclamé leur fierté d'être staliniens. Et ensuite on doit lui demander ce qu'il pense des procédés staliniens. Sait-il les calomnies staliniennes envers nous ? C. Bourdet, un agent de l'Intelligence Service, d'autres camarades, des hitléro-trotskyistes, d'autres encore, des social-traitres. Oui, il faut faire l'union à la base, sur des positions de classe, mais on ne peut s'empêcher de dénoncer le stalinisme qui a déjà fait tant de mal et qui continue à en faire, tant à la cause ouvrière mondiale.

« Quant à la camarade Risson où voit-elle une campagne orchestrée contre P. Mendès-France, dans le premier paragraphe de « 67 mois de guerre » ? Si le camarade Mendès-France a évolué jusqu'à rejoindre nos rangs, tant mieux, mais le militant de base ne peut oublier qu'il a été président du conseil de l'Etat bourgeois au moment du déclenchement de la Révolution algérienne. De toute façon c'est un fait historique qu'il serait fallacieux de passer sous silence. »

Pierre PALAU, Dijon.

TRIBUNE SOCIALISTE

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Rédaction : 8, rue Henner, Paris-9^e.
Tél. FIG. 35-54

Administration : 54, Bd Garibaldi, Paris (15^e). Tél. SUF. 19-20-19-21.
Versements à Tribune Socialiste :
C.C.P. 58-26-65
54, boul. Garibaldi, Paris (15^e)
L'exemplaire : 0,40 NF

Abonnement de soutien .. 30 NF
» 1 an 19 »
» 6 mois 10 »
» 3 mois 5 »
Etranger, 1 an 30 »
Par avion : Europe et Afrique du Nord 50 »
Par avion : autres pays.. 85 »

Pour tout changement d'adresse envoyer 0,50 NF en timbres-poste et la dernière bande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

Prénom

Adresse

déclare souscrire un abonnement de :

Soutien 30 NF
Un an 19 NF
6 mois 10 NF
3 mois 5 NF

54, bd Garibaldi - PARIS (15^e) - C.C.P. 58-26-65

LA SITUATION ÉCONOMIQUE FRANÇAISE

Depuis la fin de 1958, la situation économique française évolue d'une façon satisfaisante. Paradoxalement, cependant l'année 1959 aura été une année difficile pour l'ensemble des salariés et le début de 1960 ne leur aura apporté qu'une amélioration faible. Que s'est-il donc passé en effet depuis trois ans ?

EN fin 1956, la production allait bon train. Le rappel de classes décidé par Guy Mollet pour poursuivre la guerre d'Algérie n'avait pas empêché l'économie française de progresser. Mais dès le début de 1957 des « goulots d'étranglement » apparaissent :

— les réserves de main-d'œuvre étaient épuisées, la semaine de travail ne pouvait être allongée ;

— nos réserves de devises s'annulaient.

Il fallait arrêter la guerre d'Algérie ou briser le rythme d'expansion. C'est évidemment la seconde solution qui fut choisie : restriction de crédit, dévaluation camouflée, diminution des investissements de l'Etat, non-augmentation des fonctionnaires, pression sur le patronat pour que les salaires soient bloqués et environ six mois après, en mai 1958, la production industrielle commençait à décroître, le chômage à s'installer, les heures supplémentaires à se réduire. Les dépenses de l'Etat, sauf celles rendues nécessaires par la guerre, et la consommation privée du fait de la hausse des prix stagnaient, entraînant une recession de l'économie française pour quelques mois.

La V^e République

Les événements de mai 1958, l'arrivée au pouvoir de De Gaulle avaient retiré toute combativité à la classe ouvrière rendue de plus en plus circonspecte par les menaces de chômage et crise.

Dans ce contexte, Pinay reprend la politique de Gaillard en l'amplifiant. Puis après le dépôt du rapport de la « commission des experts », ce sont les mesures de la fin de l'année 1958 et le budget de 1959 : dévaluation de 17 % faisant suite à la dévaluation Gaillard de 20 %, suppression de la plupart des subventions, investissements publics en augmentation, encouragement aux investissements privés.

Les économistes de gauche et même de droite furent nombreux à cette époque à critiquer les mesures prises non seulement pour des raisons sociales, mais pour des raisons économiques.

Comme nous le craignons à l'époque, la dévaluation a conduit à une nouvelle hausse des prix qui entraîna une nouvelle dégradation du pouvoir d'achat des salariés et une stagnation de la consommation intérieure. Cependant, sur le plan économique et financier, il est indiscutable que les résultats immédiats ont été satisfaisants : la peur de la hausse des prix a entraîné une fièvre d'achats en janvier et mars 1959 qui a stimulé la production. Puis les exportations, en progrès depuis le milieu de 1958, firent un bond sans précédent en avant puis qu'elles ont augmenté de 50 % en deux ans et permirent une augmentation importante de la production du deuxième semestre 1959. Certes, dans cette progression, des éléments extérieurs ont joué : reprise économique américaine, succès des exportations de voitures européennes aux Etats-Unis, grève de l'acier, mais les deux raisons fondamentales en semblent bien être :

— la faiblesse du marché intérieur français qui conduisait les industriels à vendre coûte que coûte à l'étranger ;

— le faible coût de la main-d'œuvre française, la plus mal payée d'Europe après la main-d'œuvre italienne et peut-être hollandaise.

Le prix d'une réussite

Les Français sont plus pauvres, mais la France est plus riche. Pour un gouvernement qui rêve de grandeur, n'est-ce pas là une réussite ? Les capitaux, encouragés par la dévaluation et par l'amnistie, ont afflué, les devises sont abondantes, la balance des paiements est rétablie, la production a progressé.

Les ombres, cependant, à ce tableau de victoire affiché par la V^e République, ne manquent pas :

— en deux ans (1958-1959), la production industrielle n'a pas augmenté plus qu'en un an précédemment et le 3^e plan d'équipement après un an de retard ;

— les investissements privés en 1959, contrairement aux désirs du gouvernement qui a enregistré là un échec cuisant, ont été, à prix constant, de 5 à 7% plus faibles qu'en 1958, si bien que le recul handicape l'avenir et ne permet pas d'espérer que le retard d'un an puisse jamais être rattrapé ;

— surtout, pendant plusieurs mois en 1959, la diminution des horaires de travail et l'augmentation des prix a frappé durement les ouvriers travaillant à l'heure et au rendement. Tous les salariés ont fait les frais de l'« austérité » à sens unique.

Les perspectives immédiates

A la fin de 1959, en cinq mois, l'indice de la production industrielle de l'I.N.S.E.E. a augmenté de près de 10 %.

Depuis, il a diminué pendant trois mois pour croître seulement très légèrement en avril.

On s'accorde généralement à considérer que cet indice qui a été construit sur une base déjà ancienne (1952) représente de plus en plus mal l'évolution économique réelle et qu'il faut se méfier des indications qu'il donne actuellement.

Il semble certain cependant que l'expansion économique qui fut rapide à la fin de 1959 se poursuit à l'heure actuelle à un rythme un peu plus lent. Les industries d'équipement sont en nette progression après une crise qui a duré jusqu'à la fin de 1959. L'industrie chimique et l'industrie du papier-carton augmentaient leur production, mais les industries textiles et les industries mécaniques et électriques fabriquant des biens de consommation (en particulier l'électro-ménager) se plaignent d'une grande faiblesse de la demande intérieure et seule l'exportation permet un développement ralenti aux dernières nommées.

En fait, il apparaît nettement que l'insuffisance du pouvoir d'achat et notamment du pouvoir d'achat des salariés ne permet pas à l'industrie de se développer à un rythme normal. Dans ces conditions, seule le développement rapide de l'exportation conduirait à une progression satisfaisante. Mais là, les points noirs s'accumulent. De nouveau, la production américaine semble s'effouffler et des risques de stagnation apparaissent, la grève de l'acier est terminée et les Américains ont lancé des voitures

moyennes sur le marché (compact-cars) qui concurrencent très sérieusement les voitures européennes et particulièrement les voitures françaises. Enfin, en plus de ces secteurs où une régression est certaine, dans les autres, il n'est pas pensable que les exportations françaises se développent en 1960 et surtout en 1961, comme en 1959.

Actuellement, quatre secteurs semblent menacés :

— la construction navale, empêtrée depuis deux ans dans une crise internationale de structure ;

— la construction aéronautique qui voit, avec l'apparition des fusées, ses débouchés militaires se fermer et qui dépend de la politique des grandes compagnies américaines ;

— le textile qui souffre de la croissance des industries textiles dans les pays sous-développés et dont le marché intérieur se développe lentement au profit exclusif des nouveaux tissus synthétiques ;

— l'industrie automobile aux prises avec une concurrence mondiale accrue et dont les exportations aux Etats-Unis — comme celles des constructeurs allemands et anglais — risquent de diminuer de 50 % d'ici la fin de l'année sans que d'autres marchés extérieurs ou le marché français, en croissance modérée, puissent compenser les pertes américaines.

Par contre, les prix industriels devraient rester à peu près stables et aucune crainte d'inflation ne paraît légitime.

Dans ces conditions, seules des augmentations substantielles de salaires permettraient un développement satisfaisant de l'économie et l'industrie française est parfaitement capable de les absorber sans augmenter ses prix. Si de telles augmentations n'étaient pas exigées et arrachées, l'économie française, dont la production a augmenté considérablement depuis trois ans sans que la consommation intérieure croisse, entrerait dans une ère de stagnation complète ou relative. Il est des périodes où, en régime capitaliste, des augmentations de salaires ne peuvent apporter aucun soulagement à la situation de la classe ouvrière parce que les conditions économiques générales sont telles que des augmentations plus fortes des prix suivront indubitablement (seules, alors, des raisons politiques peuvent pousser les hommes conscients à soutenir de telles revendications). Mais il en est d'autres, et la période actuelle en est une, où ce risque est très faible et où même la progression économique du pays dépend de la réussite de ces revendications de salaires.

Totalement justifiés par l'insuffisance des niveaux de vie, politiquement souhaitables pour contraindre le gouvernement à arrêter la guerre d'Algérie, les mouvements sociaux présents que la reprise industrielle favorise, peuvent, tout en élevant la conscience politique des travailleurs, leur permettre d'accroître leur consommation et donner aux jeunes qui vont affluer dès 1961 le travail dont ils auront besoin.

G. DUCARROY.

LA BATAILLE DE L'ARTICHAUT

LA région nord du Finistère (Léon et Trégor) s'est spécialisée dans la culture du chou-fleur et dans celle des artichauts. En 1957, 50.000 tonnes d'artichauts rapportaient 4 milliards de francs, en 1959 70.000 tonnes rapportaient 2 milliards, en 1960 la surproduction et, bien entendu, suivant la douce loi de l'offre et de la demande, parce qu'il y a beaucoup de marchandise, les cours s'effondrent. Ils ne s'effondrent pas dans les boutiques de Paris et de Lyon, dans les marchés de Lille ou de Bordeaux. Là, au contraire, les prix sont remarquablement stables, les arrivées sont d'ailleurs dosées pour qu'ils le soient. L'effondrement des cours a lieu à l'achat et une fois de plus l'ensemble des intermédiaires qui tiennent le milieu de la chaîne entre le producteur et le consommateur, est maître du marché. Il n'est pas de notre propos d'examiner ici si oui ou non la culture intensive de l'artichaut dans la région en question est économiquement rationnelle, c'est un autre problème qui devrait être abordé dans un autre cadre. Ce qui est certain c'est que la possibilité pour un groupe donné de commerçants d'imposer sa loi sur un marché entier en se servant du prétexte de l'abondance, constitue un scandale permanent, aussi bien pour les producteurs que pour les consommateurs.

Pour protester contre ce scandale, les producteurs de St-Pol-de-Léon et de la région ont décidé de venir à Paris vendre eux-mêmes leur marchandise à des prix défiant toute concurrence. S'agit-il d'une solution au problème de la commercialisation ? Certainement pas. Il s'agit d'une manifestation destinée à attirer l'attention sur le scandale. Pour protester, les producteurs avaient le choix entre jeter la marchandise produite ou en venir à ces efforts de vente. Il est bon qu'ils aient choisi la deuxième solution.

C'est pourquoi avec l'accord du B.N. du P.S.U., la Commission rurale du parti a entrepris de leur apporter un peu d'aide. Là encore il ne s'agit pas d'une intervention charitable, ni d'une proposition de réforme de la distribution. Il s'agit de marquer la solidarité ouvrière et la solidarité entre les consommateurs et les producteurs victimes du même régime pervers. Nos camarades ont donc aidé les producteurs à établir le plan de vente et de circulation de leurs camions dans Paris. Les militants de la région parisienne ont participé à la vente. Parallèlement certains comités d'entreprise envisagent, si l'effort des producteurs se poursuit, certaines formes de soutien. Des ventes aux portes des usines pourraient être appuyées par des tracts des comités d'entreprise. Cantines sociales, cantines d'entreprises peuvent également être intéressées.

P. B.



LA PLACE DES ENFANTS DANS LES ENSEMBLES URBAINS

Le problème a nettement dominé les travaux du congrès de la Fédération Nationale des Patronages Laïques et Centres Aérés (« Francs et Franches Camarades ») qui se tint récemment au Palais de l'Unesco.

Répondant à un vœu exprimé depuis longtemps par les organisations laïques les pouvoirs publics ont enfin adopté une réglementation concernant les Centres Aérés. Cette réglementation, positive en valeur absolue puisqu'elle fixe un minimum matériel en deçà duquel les installations de grosses concentrations d'enfants ne seront plus tolérées menace pourtant gravement l'avenir des Centres Aérés des gros centres urbains comme Paris. En effet, il exige une implantation dans des espaces verts éloignés de la capitale, grevant dangereusement de la sorte les budgets des patronages. La motion adoptée le 11 mai par la Fédération de la Seine (et celle de Seine-et-Oise) des Patronages Laïques s'inquiète des conséquences de la législation. « Elle s'associe à l'étude d'une réglementation, mais regrette que le projet ne tienne pas compte des conditions particulières à la Région Parisienne, demande qu'on permette au Centre Aéré de s'implanter dans un espace vert à l'intérieur de l'agglomération, considère les installations sous tente com-

me répondant aux normes requises et accepte la distribution de repas préparés par les caisses des écoles, faute de quoi les Francs et Franches Camarades verront leurs efforts réduits à néant par un projet de réglementation nécessaire mais risquant de décourager les entreprises les plus tenaces. »

La lecture du rapport d'activité fit apparaître la progression constante du mouvement : 18 patronages nouveaux créés en 1959, douze nouveaux centres aérés, soit 174 pour l'année 1959 et ces chiffres seront très largement dépassés en 1960. 418 instituteurs sont maintenant en mesure d'encadrer les stages régionaux (101 en 1959) lesquels ont regroupé 4.188 jeunes. En 1960 le chiffre de 5.000 sera dépassé. Avec les stages nationaux la Fédération compte 10.815 stagiaires contre 8.617 en 1958. 951 licences, 801 associations locales, 218.150 enfants regroupés, 9.228 guides, ces chiffres font état d'une intense activité du Mouvement. La revue Camaraderie tire à quinze mille exemplaires.

A la tribune, Durand rappela la participation des Francs et Franches Camarades au GERJEP et lut la récente motion adoptée en ce qui concerne la guerre d'Algérie : les 150 délégués lui firent une ovation.

Voici pourquoi ALGER a besoin d'un "Parti métropolitain de l'Algérie française"

LUNDI dernier, tandis que parvenait à Paris la réponse du F.L.N. au discours prononcé le 14 juin par le président de la République Française et que l'opinion française et mondiale s'interrogeait sur les chances de la paix, les partisans de la guerre s'assemblaient à Vincennes pour un « colloque ».

Il est symptomatique qu'à Alger on ait, pour la première fois, enregistré dans la rue, à propos de l'ouverture de négociations avec le F.L.N. des déclarations d'ultras ou d'activistes faisant état de directives attendues de la métropole. Certes, en mai 1958, c'est aussi en métropole que s'est noué le complot contre les institutions. Et la conjonction à Alger des braillards du Forum, des pieds noirs des U.T., des paras et des colonels de l'action psychologique, avait été en réalité minutieusement préparée à Paris. Mais, pour que l'opération réussisse, il avait fallu agir dans l'ombre et flatter la vanité des Algérois en leur faisant croire qu'ils avaient agi spontanément et imposé leur loi à la métropole.

Aujourd'hui Alger — sans cesser d'afficher son mépris pour les « Français de France », a besoin de se sentir épaulé par Paris.

Cet intérêt soudain manifesté pour la métropole ne correspond, on s'en doute, à aucune modification profonde des sentiments qu'éprouvent, à l'égard de la « mère-patrie », les activistes d'Algérie. Il consacre simplement une inquiétude née au lendemain du 24 janvier dernier lorsqu'est apparu le divorce profond entre l'opinion métropolitaine et les aventuriers de l'Algérie Française.

De Gaulle a contribué, c'est indéniable, à susciter cette réaction de l'opinion nationale. Il n'est pas injuste cependant de constater qu'il n'avait, au début, ni voulu, ni favorisé un sursaut ainsi orienté. L'homme qui tenait le pouvoir du coup d'Etat d'Alger et du prononciamiento a été peu à peu conduit

malgré lui à rechercher l'appui de la masse. Mais il ne l'a fait qu'après être allé dire aux ultras « *Je vous ai compris* ».

AUJOURD'HUI, par un processus irréversible, l'opinion métropolitaine se dresse contre les slogans du 13 mai et exige la paix négociée. Du même coup, les activistes en viennent à redouter que la population européenne d'Algérie, qui jusqu'ici les a suivis, prenne brusquement conscience de son isolement.

Il ne s'agit donc plus de manifester un mépris global, sommaire, à l'égard de tous les Français de métropole sans discrimination. Il faut maintenant, pour rendre confiance aux Algériens de souche européenne, pour les maintenir dopés, prêts à d'autres barricades, à d'autres simulacres de fraternisation — et, le cas échéant, à d'autres « ratonnades » — leur montrer qu'en métropole, quoi qu'on leur dise, de nombreux Français les ont « compris » — et mieux que de Gaulle.

Le « colloque » de Vincennes n'avait pas d'autre objet. Il s'agissait de fabriquer artificiellement, pour l'exhiber devant les Français d'Algérie, un parti métropolitain de l'Algérie Française. Et de faire en sorte que l'Algérien moyen attribue à ce nouveau groupement une influence rassurante sur les masses de la métropole. D'où le choix des « personnalités » réunies à Vincennes, qui paraissent avoir été rassemblées par hasard, mais ont été en réalité habilement sélectionnées selon un critère simple : en fonction de l'importance et de l'influence qu'on leur attribue à Alger plus que de leur importance et de leur influence réelles.

A Alger, le nom de M. Lacoste est familier. On s' imagine qu'il est représentatif du socialisme. Et il en est de même de MM. Bourges-Maunoury ou André Morice, dont

l'Algérien moyen pense qu'à eux deux ils incarnent toutes les tendances du radicalisme.

L'Echo d'Alger a souvent répété que M. Duchet est habilité à parler au nom des indépendants — et M. Yrissou au nom de M. Pinay. Quant à MM. Dronne, Delbecq, Moatti ou Cornut-Gentille, on continue à les étiqueter « gaullistes »...

C'est assez dire quel poids Alger attache au serment prêté à l'issue du « colloque » de Vincennes par ces hommes dont on leur dit qu'ils sont « venus des horizons les plus divers ».

IL est assez piquant de noter, sur le nombre, la proportion de ceux qui ont le plus contribué à saper de l'intérieur l'autorité de la IV^e République et qui portent la plus lourde part de responsabilité dans la disparition d'un régime qu'ils avaient eux-mêmes émasculé et disqualifié. Un régime dont ils symbolisaient naguère, aux yeux des Européens d'Algérie, les incohérences et les faiblesses.

Certes, celui qui, n'étant pas d'Alger, a lu le compte rendu des travaux du « colloque » de Vincennes et a pris connaissance de la liste des participants, n'a pu s'empêcher de sourire. Tout cela ne fait pas très sérieux. C'est cependant sérieux. Et cela peut devenir grave. Car la très relative représentativité des « colloqués » (1) de Vincennes importe peu. Ce qui compte c'est l'idée que l'on se fera à Alger de cette représentativité — et le parti que les activistes d'Alger sauront tirer de l'adhésion prétendue d'une « importante fraction de l'opinion métropolitaine » au mythe de l'Algérie Française — et à la poursuite de la « solution militaire ».

Jean MONTESCOT

(1) « Colloquer » : mettre quelqu'un en une place assez mauvaise (Littré).



LACOSTE, colloqué, MORICE, colloqué, BOURGES-MAUNOURY, colloqué, SOUSTELLE, colloqué...